

OUVRONS FRONTIÈRES



BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DES ASTI | JANVIER-FÉVRIER-MARS 2021 | N° 106

Tribune collective – mars 2021 REPRENONS L'OFFENSIVE DES IDÉES, CONCRÉTISONS LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

Cette tribune fait suite à une journée de réflexion «Abrogeons le CESEDA, concrétisons la liberté de circulation et d'installation» organisée par la FASTI le 23 janvier 2021 et réunissant plus de 80 personnes.

Que ce soit dans les associations de solidarité ou les collectifs de sans-papiers, nous sommes de plus en plus limité·e·s dans nos capacités d'action. Les critères de régularisation obligent les personnes étrangères à rester sans-papier pendant des années, à travailler alors qu'elles n'en ont pas le droit, à être dans une situation de dépendance vis-à-vis du patron ou du conjoint.

Le CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) révèle l'absurdité, la déshumanisation et la violence des politiques qui sont menées à l'égard des personnes étrangères, depuis des années, dans un contexte de criminalisation et de répression des migrations. Expulsion, enfermement, espoir de régularisation dont les conditions se durcissent à chaque nouvelle loi, exploitation, précarisation : voici le cycle infernal produit par ces néropolitiques.

En finir avec une politique migratoire mortifère

Nous, associations de solidarité, collectifs de sans-papiers, syndicat, constatons que les marges de manœuvre se réduisent après chaque réforme du CESEDA, réformes qui se succèdent de plus en plus rapidement, sur fond de discours publics alimentant le racisme, l'idée d'étrangers « fraudeurs », « envahisseurs », « profiteurs », etc.

Dans ce contexte, les dossiers de régularisation sont toujours plus longs à constituer, avec toujours plus de preuves à apporter, dans des délais toujours plus courts. Nous



avons le sentiment d'être toujours sur la défensive et d'être finalement réduits à se conformer aux conditions de la préfecture. Comment, lors des permanences juridiques, ne pas tomber dans un état de schizophrénie en utilisant les marges de plus en plus réduites de régularisation alors que nous combattons, plus globalement, les logiques de tri et de hiérarchisation qui sous-tendent le CESEDA ? Comment ne pas incorporer en nous-mêmes et reproduire ces logiques d'État ?

Reprenons l'offensive des idées

Face à cela, nous devons continuer à intensifier nos luttes. Nous pensons qu'il est vital,

OUVRONS FRONTIÈRES Bulletin bimestriel d'information des ASTI

ÉDITÉ PAR LA *Fasti*

58, rue des Amandiers 75020 Paris

Tél. : 01 58 53 58 53 / Mail : coordination@fasti.org

Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/FASTI>

Une information à communiquer, un appel à manifestation à relayer ? Ce bulletin d'information est le vôtre. Envoyer un courriel à coordination@fasti.org.

Pour suivre l'activité de la Fasti en direct, inscrivez-vous sur la liste d'information en envoyant un mail à coordination@fasti.org.

Coordination rédaction : Fasti

Conception et mise en page : Ambre Bragard

À la Une

en plus de nos mobilisations et activités quotidiennes, de reprendre l'offensive sur le terrain des idées, de s'autoriser à penser nos utopies, de réfléchir aux moyens de les réaliser, et de participer ainsi à la transformation de l'imaginaire collectif. La crise sanitaire a révélé les inégalités intolérables que vivent les personnes sans papiers. Elle a aussi mis en évidence le mépris du gouvernement à leur égard qui n'a pas répondu aux mobilisations massives des premiers et premières concernées depuis mai 2020. Cette situation a aussi fait bouger des lignes dans les mouvements de solidarité. Elle a permis une montée en puissance et un partage plus large des revendications, notamment autour de la régularisation immédiate, pérenne et sans conditions de toutes les personnes sans-papiers.

Les luttes pour la régularisation, les luttes contre les centres de rétentions administratives, les luttes contre les expulsions ou encore la lutte pour l'égalité des droits combattent toutes des situations et une répression en partie organisée et justifiée par le CESEDA. Celui-ci encadre non seulement les critères d'attribution des titres de séjour mais aussi d'enfermement et d'expulsion. C'est l'existence même de ce Code qui pose problème.

Seul Code à cibler une catégorie de la population, il légitime et institutionnalise la discrimination à l'égard des personnes étrangères. Véritable Code d'exception, il est source de multiples discriminations, de traitements dérogatoires, d'atteintes aux droits fondamentaux et crée de fait des inégalités structurelles entre français·e·s et étranger·e·s.

Concrétisons la liberté de circulation et d'installation

Si l'on souhaite véritablement inverser la tendance et un jour vivre dans une société où les personnes étrangères sont dignement accueillies, libres de circuler/de s'installer et bénéficiaires des mêmes droits que le reste de la population, les modifications du CESEDA ne suffiront pas. C'est bien son abrogation qu'il faut obtenir et avec elle, celle des idéologies sur lesquelles il est fondé et qu'il perpétue : le colonialisme, le racisme, le sexisme, l'utilitarisme économique.

Son abrogation est de fait un premier pas nécessaire et central dans la lutte pour

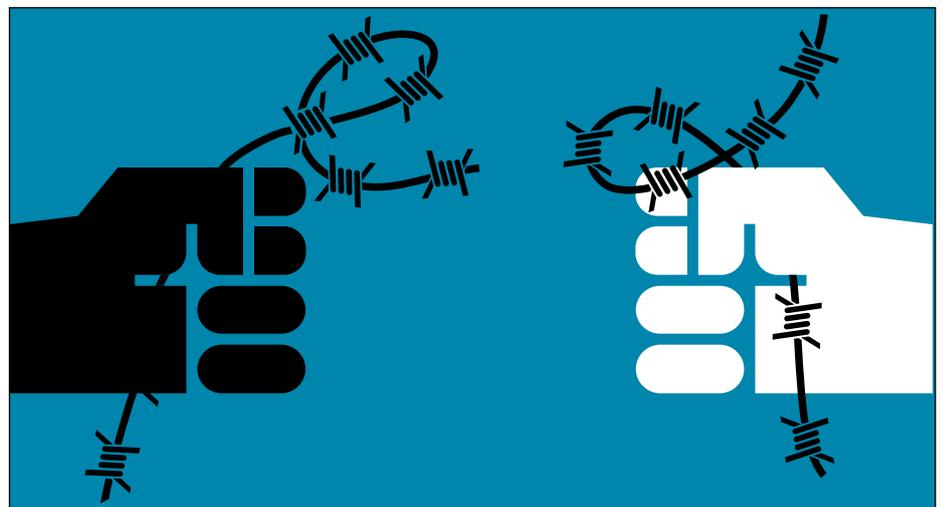
l'égalité et la dignité de toutes et tous et doit être pensée comme une concrétisation légale de l'égalité des droits et la liberté de circulation et d'installation. Il ne peut y avoir d'égalité face à la justice, face au logement, face au travail, tant qu'un Code marginalise légalement des personnes sur la seule base de leur nationalité.

Ensemble, luttons pour l'abrogation du CESEDA! 🐾

Organisations signataires : FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), CSP 75 (Coordination des Sans-Papiers 75), FUIQP (Front Uni des immigrations et des Quartiers Populaires), Union Syndicale Solidaires, LDH Saint-Quentin, Réseau syndical international de solidarité et de luttes, Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France, Institut Afrique Monde, Fondation Frantz Fanon, Carré Géo & Environnement, Association des sans-papiers 87, 100pour1 Vienne, Femmes plurielles, CCFD-Terre solidaire, Collectif Poitevin «D»ailleurs Nous Sommes d'Ici», CRLDHT (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie), FTCT (Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives), UTAC (l'Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne), ETM-Egalité Toulouse Mirail, Association Ecoles-tiers-mondes 46, CSP35 (Collectif de Sans-Papiers de Rennes), CSPSP- Saint Nazaire (Collectif Soutien aux Personnes Sans-Papiers), BAAM (Bureau d'Accueil et d'Accompagnement des Migrant·es), Un Toit c'est Un Droit Rennes, Toulouse Anti CRA, GT Migrants FI Rennes, PCF Rennes, Ensemble 35-Ille-et-Vilaine, ACE (Action Culture d'Entreprises) 35, ASTI de Colombes, Ritimo, ADJIE, MRAP 35, collectif Unies Contre l'Immigration Jetable de Saint-Nazaire, ASSO-SOLIDAIRES, ASTI Les ULIS, SOS Refoulement (ASTI Dijon), ASTI Vienne, CEFED-ASTI d'Evreux, AHSETI (ASTI du Havre), ASTI Chalon sur Saône.

Signatures individuelles : A.M Lustin, Ali El Baz, Alice Marteaux, Alima Boumediene Thiéry (Avocate), Amina Shabou (Anthropologue), André Bolle (Bénévole Groupe Local Cimade Guadeloupe), Anne Vilaceque, Arthur Cessou, Béatrice Simon, Bertille Dekerverl, Bertrand Boisson, Brigitte Dujardin, Brigitte

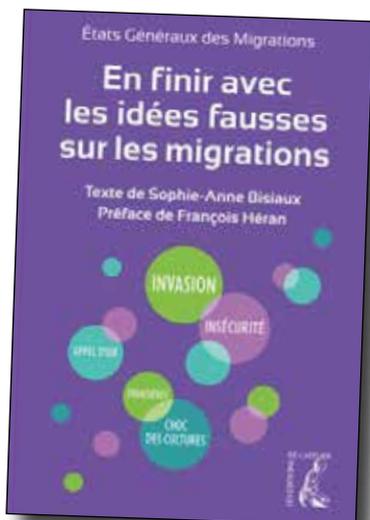
Lassourd, Brigitte Rozpeczny (Membre de l'association des sans-papiers (ASP87)), Catherine Gégout (Ancienne Conseillère de Paris), Catherine Taleb (Bénévole active au CCFD-Terre solidaire saint Denis (93)), Chantal Philippon, Chantal Pitard (Médecin et militante MRAP et CCFD-Terre solidaire), Christiane Vollaire (Philosophe), Christine Fréminet, Claire Balland, Claude Calame (Anthropologue, EHESS, Paris), Claude Fontaine (Retraité), Claude Guillon (Écrivain), Claudie Larrue, Colette Briffard (Enseignante retraitée), Colette Perret, Coline Dehaye (Bénévole La Cimade Rennes), Denise Benabenq (Retraîtée et membre de la LDH), Emmanuelle De Verdilhac, Emmanuelle Lecat, Emmanuelle Veuillet, Fabienne Finck (Assistante sociale), Fatima Berdous (ASTI des Ulis), Fayçal Ben Abdallah (Président de la FTCT), Flore Guiose Balland (Professeur-documentaliste), Florence Gautier (collectif Colombes solidaire, collectif logement, SNL, CSC Petit Colombes), Frédéric Le Bastard, Geneviève Durand-Carré (Bénévole militante au CCFD-Terre Solidaire), Geneviève Manuelian, Georges Franco (Artiste peintre), Georges Liochon, Gilles Marechal (Vice-Président de l'ARDDIB), Hélène Coulon, Ibrahim Mbamoko (Carré Géo & Environnement), Jacques Rioual, Jean Paul Brenelin, Jean-Louis Marolleau (Secrétaire exécutif de l'Institut Afrique Monde), Jean-Pierre Martin (Psychiatre consultant à médecins du monde), Jérôme Blanchot, Jocelyne Rajnchapel-Messai, Jocelyne Vaudenay, Josette Colleu (Bénévole auprès des migrants), Louis Barraud (Co/Fondateur de l'Association Chrétiens-Migrants de Tours), Marc Naeltens (RESF 75), Marcel Dekerverl, Mireille Fanon Mendes-France (Experte ONU), Mohamed Ben Said, Militant associatif, Morgane Colet (Bénévole Médecins du monde), Mouhieddine Cherbib, Nicaise Roselyne, Nicole Lolivier, Nicole Phelouzat (CNRS), Noureddine Baaboura (Président de l'UTAC), Pascal Boissel (Psychiatre, Vice-président de l'Union syndicale de la psychiatrie), Patrick Chemla (Psychiatre Reims), Patrick Pierre, Philippe Potiquet, Philippe Tournaud, Quintal Yves (Président altermondialiste), Régine Bouchel (Bénévole Cimade), Renée Courtiade, Robert Dadoy (Membre de l'ASTI Faverges), Roger Godet (Retraité), Roman Delmotte (Bénévole SOS Refoulement), Serge Seninsky (Retraité), Sophie Sainte-Marie-Heim (Plasticienne), Sylvie Brod (Adjie, Resf), Vincent Courouble (Militant de Solidarité-Migrants-Oise), Yamin Touam, Yann Boubarne (Assistant d'éducation), Yveline Desbruères (LDH St Maur-Bonneuil), Yves Terrenoire (Membre du RESF77).



Du côté des Asti

Sortie du livre des EGM «EN FINIR AVEC LES IDÉES FAUSSES SUR LES MIGRATIONS»

Ce livre, coordonné par les États Généraux des Migrations et soutenu par la FASTI, a été rédigé par Sophie-Anne Bisiaux et préfacé par François Héran. Il décrypte et déconstruit soixante idées fausses sur les migrations pour sortir des discours qui laissent croire qu'une politique d'accueil est impossible. Un exemplaire sera envoyé à chaque ASTI dans le prochain envoi courrier. Il est aussi possible de le commander sur le site des éditions de l'atelier. 🐾



Asti de Perpignan

Le rassemblement, organisé notamment par la chorale antifasciste et féministe de Perpignan, visait à dénoncer la fermeture physique de la frontière mais aussi la stigmatisation des migrant-e-s. En effet, la fermeture de plusieurs routes secondaires vers l'Espagne a été décidée dans le cadre du renforcement de la lutte anti-terroriste annoncé par Emmanuel Macron lors de son déplacement au Perthus fin 2020. Il s'agit notamment de mieux surveiller les passages de migrant-e-s clandestins à la frontière, susceptibles d'être liés à des activités terroristes. 🐾

L'ASTI a participé à une action à la frontière en Février (col de Banyuls). De nombreuses et nombreux militant-e-s du collectif de soutien aux sans-papiers étaient rassemblé-e-s, malgré la non-publication de l'initiative. Il faisait très froid, et pourtant une heure plus tard, il y avait bien 120 personnes à boire une bonne soupe chaude (arrivée de Fillols!!!) dans une ambiance réconfortante, chaleureuse et déterminée.

À faire DEVENEZ OBSERVATEUR DES DROITS DANS LES CRA: POUR QUE LE DROIT DE DÉPOSER PLAINTE SOIT RESPECTÉ!

De longue date, notre Mouvement est opposé à l'enfermement administratif des personnes étrangères. Au-delà des campagnes menées pour faire connaître cette discrimination, des mobilisations locales autour des CRA (non à la construction de nouveaux CRA, soutien aux luttes des personnes enfermées, rapport de visites par exemple), des nombreux contentieux auxquels elle s'associe, la FASTI souhaite également approfondir la dénonciation et la sensibilisation autour de certains points particulièrement sombres de ces zones de non-droit que sont les CRA. Un travail sur le déni des droits fondamentaux des personnes dans ces lieux s'engage. Pour discuter des angles plus précis de ce travail, n'hésitez pas à nous contacter! 🐾

Droit au logement

LA MOBILISATION DU 27 MARS

“L'e logement c'est pour les gens, pas pour l'argent!” c'est le mot d'ordre que le 27 mars, dans toute l'Europe, ont scandé les mobilisations pour le droit au logement, contre les loyers chers et contre les expulsions lors du Housing action day 2021.

Ces manifestations, conséquences de l'aggravation de la crise du logement, de la spéculation, de la financiarisation du

logement et du ras-le-bol des habitant-e-s se sont déroulées dans toute l'Europe.

En France, près de 10 000 personnes ont manifesté à Paris, Marseille, Lille, Nantes, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Angers, Grenoble.

Malgré le dispositif policier disproportionné, dans le but évident d'intimider, à Paris le cortège avec plus de 3 000 personnes a pu aller jusqu'au ministère du Logement... pour exiger le respect du droit au logement pour tou-te-s. 🐾



Droit au logement

Le cycle « logement » de la Fasti

RENCONTRES AVEC EMMAÛS ET LE DAL

La FASTI porte depuis ses origines la revendication d'un logement pour toutes et tous. Localement, les ASTI organisent nombre de mobilisations aux côtés des personnes concernées pour concrétiser ces revendications. Par ailleurs, dans nos permanences d'accueil, la problématique est incontournable. À toutes les étapes de leur parcours, les personnes étrangères ont des difficultés à accéder à un logement. Les solutions d'hébergement des personnes demandant l'asile sont largement insuffisantes voire inexistantes en outre-mer. L'accès au dispositif de droit commun pour les personnes avec

titres de séjour est souvent inefficace. Les discriminations demeurent trop fréquentes. La situation des personnes sans papiers est inacceptable. Face à ces constats de longue date mais toujours d'actualité, à défaut de pouvoir organiser des journées de travail en présentiel, nous avons organisé un cycle de réflexion en visioconférence. Il a réuni différentes ASTI autour de thématiques précises. Le premier temps a été animé par l'ASTI de Chalon-sur-Saône à propos de son action d'hébergement. Le deuxième temps a été consacré à l'agrément OACAS (organisme d'accueil communautaire et d'activité solidaire). Nos partenaires Emmaüs nous

ont présenté cet agrément et les conditions de son obtention. Il constitue une piste de régularisation pour certaines personnes. Les liens entre les communautés locales et les ASTI peuvent également être approfondies pour des solutions d'hébergement lorsque c'est possible. Le troisième temps a été animé par deux militantes du DAL. Il a été question des possibilités de mobilisations locales mais aussi de l'exercice de l'accès au droit, de l'orientation dans nos permanences. Un autre temps devrait s'organiser autour de l'hébergement solidaire. Si d'autres thématiques vous semblent intéressantes à aborder, n'hésitez pas à nous en parler. 🐾

UN LOGEMENT POUR TOU-TE-S! [EXTRAIT DU DISCOURS DE LA FASTI]

Pour rappel : Calais, sa jungle et ses squats ; Paris et les camps sur le périphérique ; la Grèce et ses camps dans lesquelles vivent des milliers de migrant-e-s dans des conditions inhumaines, etc... Et la formule de Abdelmalek Sayad, « un migrant avec des meubles, ça n'existe pas », est plus que jamais d'actualité.

Cet impensé des politiques publiques n'est pas anodin mais il représente bien la politique néolibérale et la spéculation immobilière et foncière, qui rendent la construction et les loyers plus chers, aux conséquences inhumaines.

La FASTI avec d'autres constate tous les jours un niveau inédit d'atteinte au droit au logement et à l'hébergement d'urgence.

Comme Bchira et d'autres l'ont déjà fait, nous pouvons témoigner des femmes avec bébé dans les urgences des hôpitaux, les mineur-e-s isolé-e-s à la rue, des personnes demandeuses d'asile à qui aucune place d'hébergement n'est proposée. C'est la logique meurtrière des politiques migratoires européennes, une véritable

Le traitement de question du logement et, surtout, du mal logement des migrant-e-s n'est pas nouveau. Cette question s'est posée à travers l'histoire des dernières décennies : bidonvilles, camps, jungles, insalubrité, saturnisme... le non-accueil des migrant-e-s se concrétise par ces espaces où les personnes doivent survivre dans des conditions indignes.

nécro-politique. Ce sont des milliers de personnes privées d'un logement décent.

Avec la Marche des Solidarités, les États Généraux des Migrations, le collectif MOM, nous demandons un logement digne pour toutes et tous sans condition de régularité de séjour. Si la situation est indécente en métropole, les territoires d'Outre-mer (notamment Mayotte et la Guyane) font l'objet d'expérimentations avec l'enchaînement particulièrement virulent d'expulsions de lieux d'habitation.

Avec ces associations et collectifs nous dénonçons plusieurs choses :

🐾 L'utilisation des hébergements comme moyens de contrôler, ficher, réprimer, trier, expulser les personnes étrangères : transmission d'informations des services d'hébergement à l'OFII (Office Français

de l'Immigration et de l'Intégration), assignations à résidence de demandeur-euse-s d'asile dans des structures d'hébergement en vue de faciliter leur expulsion du territoire français.

🐾 La gestion directive des populations, notamment à travers une répartition géographique contrainte des demandeur-euse-s d'asile et des mineur-e-s isolé-e-s qui sont envoyé-e-s dans une autre région au mépris de leur choix et qui, en cas de refus, ne peuvent plus prétendre à certains droits.

La transformation des foyers de travailleur-euse-s migrant-e-s en « résidences sociales », réduisant à néant les espaces de vie collectifs, la vie privée au sein du domicile et pénalisant l'hébergement d'autres personnes. 🐾

Les commissions de la Fasti

LES COMMISSIONS DE MARS

Le temps d'un week-end de mars, une douzaine de militant·e·s se sont réuni·e·s masqué·e·s à Auvers-sur-Oise pour de nouvelles commissions. Une organisation un peu particulière rassemblant militant·e·s présent·e·s sur place et participation « virtuelle » à distance.

A l'ordre du jour justement : le covid. En effet, un premier temps d'échange a eu lieu autour de cette dernière année, les ASTI ont échangé leurs difficultés, les mutations effectuées au sein de leur organisation, les solutions trouvées et leurs espoirs pour une reprise « à la normale ». Par exemple, l'ASTI de Saint-Quentin témoigne des nouvelles permanences dans les centres sociaux alors que la mairie maintient fermé son local municipal. Ce temps de crise souligne l'importance du maillage des ASTI sur leur territoire.

À Clichy, les salarié·e·s qui s'occupent des permanences d'accompagnement juridique et social trouvent des avantages à fonctionner sur rendez-vous : moins de stress pour les personnes accueillies qui, face à l'anxiété actuelle, se retrouvent trop souvent face à des files d'attente trop longues.

Un problème commun émerge sur les cours de français. La mise en place des cours en visio n'est pas toujours aisée, les locaux sont souvent trop petits pour accueillir tous les apprenant·e·s, le temps est trop froid pour maintenir des cours en extérieur, le protocole sanitaire est régulièrement modifié. Certaines ASTI ont été formées aux outils numériques comme à Verdun, d'autres organisent des tous petits groupes et d'autres gardent des forces pour une belle reprise en septembre. Une formation est possible avec la FASTI sur les outils numériques de base pour les ateliers de français et le suivi administratif.

À partir de ces expériences, ce premier échange a conduit à se projeter dans "le



temps d'après" et à déterminer collectivement les choses que l'on souhaiterait maintenir voire renforcer et au contraire les choses que l'on souhaiterait "jeter". Les réunions en visioconférence sont intéressantes en complément des réunions "en présentiel" notamment pour réunir des nouvelles personnes, sur un temps court, sur des nouveaux sujets et/ou sur des aspects organisationnels. Au niveau national, les envois papiers et les outils numériques récemment testés (Intranet de la Fasti, tableaux coopératifs) sont intéressants à garder et développer. Par contre, les permanences individuelles sur rendez-vous peuvent donner l'impression de fonctionner comme une administration et ne permettent pas de créer des interactions ni de donner une dimension structurelle aux situations individuelles et donc de favoriser de la lutte collective.

Un second temps a été fait sur les actualités fédérales. Les ASTI ont pu échanger sur ce qui a été fait : le cycle sur le logement avec l'ASTI de Châlon, le DAL et Emmaüs, la réunion publique sur la campagne pour l'abrogation du CESEDA, le week-end sur la participation des femmes au sein des ASTI et notamment des cours de français. Mais il y a aussi eu des échanges sur ce qui arrive :

notre implication future dans Migreurop, le week-end sur l'autonomie des luttes, la suite du cycle sur le logement.

Finalement, le samedi après-midi a été dédié à la préparation du congrès. Les échanges se sont concentrés sur les 4 thèmes identifiés en préparation des motions. Sur la table : l'accueil dans les ASTI et à la FASTI, la question des frontières, l'autonomie des luttes et les échelles de mobilisations (locales, nationales, transnationales).

Dimanche, la commission accès aux droits s'est réunie autour de Lisa Carayon, militante et enseignante, et du thème de l'accompagnement des jeunes. Nous y avons questionné notamment notre rôle au sein des permanences entre aide et militance. Nous avons également abordé la problématique de la multiplication des OQTF et IRTF à destination des jeunes dans plusieurs départements. La commission Nord/Suds a échangé sur les premiers panneaux de son exposition "C'est quoi le colonialisme aujourd'hui ?" qui sera bientôt finalisée et dont les ASTI et les partenaires pourront se saisir s'ils/elles le souhaitent. Elle a également discuté de la venue d'une délégation de zapatistes cet été et lancé l'idée de les inviter aux commissions de septembre. 🐾

Save the dates

LE PROCHAIN CONGRÈS DU MOUVEMENT DES ASTI

Le lieu du Congrès de 2021 est confirmé : il se déroulera au Château du Breuil proche du Creusot, du 11 au 14 novembre 2021.

A la suite des dernières commissions, le travail sur les propositions de motions avance et une version bien avancée sera présentée aux commissions de juin. Pour ce travail notre intelligence collective est nécessaire. Ainsi, si certain·e·s souhaitent se joindre au groupe de rédaction des motions, n'hésitez pas !

Lors du Congrès de 2019, plusieurs groupes de travail se sont constitués dont un Conseil d'Animation de la Vie Fédérale et un groupe de travail sur le modèle économique et social de la FASTI. Dans ces cadres, des rencontres ont eu lieu et ont été l'occasion d'aborder des questions variées

sur la thématique du modèle économique et sociale de la FASTI. Une réflexion a fait surface : le besoin de mutualisation de certaines ressources – financières, matérielles ou humaines – entre les ASTI et avec la FASTI. Nous avons eu l'exemple du compte ZOOM partagé avec l'ensemble du réseau. Afin de porter plus loin cette réflexion, d'avoir une vision sur la réalité d'un tel besoin et en préparation du prochain Congrès, nous vous proposons cette rapide enquête sur le fonctionnement de vos ASTI.

Nous vous invitons à répondre à ces quelques questions et à utiliser la dernière partie pour exprimer les autres besoins éventuels et vos remarques. Le questionnaire est à retrouver dans l'intranet. 🐣

Agenda !

fasti

Nov.

11
14

PROCHAIN CONGRÈS DU MOUVEMENT DES ASTI.

Au Château du Breuil proche du Creusot.

Juin

12
13

WEEK-END DE RENCONTRE ET FORMATION SUR L'AUTONOMIE DES LUTTES.

WEEK-END DE RENCONTRE ET FORMATION SUR L'AUTONOMIE DES LUTTES : 12 ET 13 JUIN 2021

Nous sommes pour l'autonomie des luttes, l'auto-organisation des premières et premiers concerné·e·s, nous sommes contre l'appropriation du pouvoir d'agir.

Mais ces mots d'ordre ne sont pas si simples à incarner dans les luttes. Nous sommes souvent confronté·e·s à la manière dont ces questions se mettent en pratique, à une forme de mise en concurrence malheureuse entre les visées des personnes concernées et des soutiens. D'ailleurs qu'est-ce qu'un soutien ? Quelles sont les formes de soutien que nous souhaitons et pouvons apporter ?

Cela nous amène à bien d'autres questionnements.

Est-ce que la question sous-jacente revient à déterminer à qui appartient la lutte ? Par conséquent, on agirait d'abord par soi-même et pour soi-même comme réponse immédiate à l'exploitation capitaliste, à la discrimination et au racisme. Les personnes concernées seraient alors les seul·e·s en mesure de déterminer les stratégies, les modes d'actions, les objectifs.

Comment articuler cela avec l'essence même de notre mouvement : l'égalité des droits et le moyen qui en découle la solidarité avec tou·te·s les immigré·e·s ? Pour nous, l'une des questions à la fois fondamentale et sous-jacente est que la lutte pour l'égalité des droits n'est pas monolithique et se nourrit de la multiplicité et de la complémentarité des énergies. En tout cas, elle n'a pas de propriétaire. Mais pour autant, en tant que soutien, quelle place peut-on y prendre aux côtés des personnes concernées ?

L'autonomie des luttes n'est pas simplement un mot d'ordre à promouvoir mais un acte politique de contre-pouvoir qui se construit dans les luttes et dans la diversité des expériences, des analyses, des visions, des modes de luttes. Mais en agissant ainsi, comment en même temps prendre en compte notre position privilégiée et ne pas, malgré nous, basculer vers l'appropriation du pouvoir d'agir ?

À partir de ces questionnements, nous pensons qu'il est nécessaire de se rencontrer et de travailler, personnes concernées et soutiens, tou·te·s ensemble mais aussi en ateliers non mixtes, de partager nos expériences, de mutualiser nos analyses, afin de donner de la profondeur à ce beau mot d'ordre, pour remporter nos luttes collectives, et en particulier celle d'une régularisation pérenne de toutes les personnes sans papiers. 🐣

Toutes et tous mobilisé·e·s !

Marche des solidarités LE 20 MARS CONTRE LE RACISME, LES VIOLENCES POLICIÈRES, LA RÉGULARISATION DE TOU·TE·S LES SANS-PAPIERS, LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

À l'appel de la Marche des solidarités (plus de 200 organisations ont signé l'appel), du Réseau d'Entraide Vérité et Justice, des collectifs de familles de tué·e·s, de blessé·e·s et de mutilé·e·s par les violences et les crimes des forces de l'ordre et des agents pénitentiaires, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes en France.

A Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé. Le cortège de collectifs de Sans-Papiers était imposant et combattif. Nous reproduisons ici un extrait des communiqués de la Marche des Solidarités.

... Nous rappelons que ces derniers mois les Sans-Papiers ont été à l'avant-garde des luttes, organisant les plus grosses manifestations depuis un an, malgré la crise sanitaire, celle du 30 mai, celles du 20 juin dans toute la France, celle du 17 octobre à Paris arrivée de marches qui ont traversé toute la France, celles du 18 décembre, malgré le couvre-feu. Tout cela dans un silence politique et médiatique quasi-total.

À l'heure où on voudrait nous présenter comme symbole de la démocratie les « débats » entre racistes et fascistes dans les médias, à l'heure où le harcèlement contre la famille Traoré continue, à l'heure des nouvelles lois sécuritaires et



islamophobes, à l'heure où les migrantEs sont harcelé·e·s, il est plus que temps de se lever toutes et tous.

Face à l'économie de mort, celle qui ne pense qu'aux profits des plus riches et à

son autre face, celle des inégalités et du racisme, de l'État policier, du contrôle de tous nos espaces et des entraves à la liberté de circuler, occupons, circulons, manifestons! 🐾

Mobilisation LE 21 MARS CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

À l'appel du Front contre l'Islamophobie, la FASTI a participé le 21 mars à la manifestation à Paris (qui avait aussi lieu dans plusieurs villes en France) contre la loi séparatisme pour dire ça suffit!



Ça suffit l'instrumentalisation du terrorisme pour faire de chaque musulman·e un ennemi de l'intérieur.

Ça suffit l'instrumentalisation de la laïcité de la part du gouvernement en la dévoyant de son esprit et de sa lettre originelle de 1905.

Ça suffit l'instrumentalisation des inégalités de genre, de l'État de droit pour défaire nos droits et particulièrement la liberté de conscience, l'attaque aux droits des associations.

Ça suffit les lois racistes et liberticides comme celles sur le séparatisme et sur la sécurité globale. 🐾

Toutes et tous mobilisé.e.s!

Toutes aux frontières! APPEL À UNE ACTION FÉMINISTE EUROPÉENNE À NICE



TUTT* ALLE FRONTIERE! APPELLO ALL'AZIONE FEMMINISTA EUROPEA A NIZZA

Dal 2015 la politica europea di chiusura delle frontiere è stata rinforzata e la migrazione è stata ulteriormente criminalizzata. L'area Schengen continua a rafforzare un arsenale repressivo contro le persone costrette all'esilio. La chiusura delle frontiere serve solo a sviluppare le economie mafiose in cui sono organizzate tutte le forme di violenza contro gli/le esiliati*. Queste politiche di criminalizzazione della mobilità hanno un impatto particolare sulle donne, che rappresentano il 54% de* migrant* in Europa, così come sulle lesbiche e sulle persone transgender. Durante il tragitto di migrazione, ogni persona che non si conforma all'ordine patriarcale è oggetto di violenza di genere. È giunto il momento di dispiegare le nostre forze per rendere visibile ciò che non lo è.

Noi, femministe abitanti di tutta l'Europa, di ogni condizione sociale e di ogni età, qualunque siano le nostre origini, le nostre scelte, i nostri mondi... alziamo la voce per dire «No! Voi non ci rappresentate... Queste politiche non possono essere portate avanti in nostro nome! Non vogliamo più le vostre mura intorno a noi! No! Non in nostro nome!» Perché, come diceva Virginia Wolf, una donna di lettere femminista: «Come donna, non ho patria. Come donna non desidero nessun paese. Il mio Paese, in quanto donna, è il mondo intero». I confini politici sono una costruzione virile e militarista, nata dalle guerre, dalle violenze e dalle morti.

Per rompere con questa storia militarista e patriarcale, organizziamo, il 5 giugno 2021, una grande azione femminista transnazionale a Nizza, città strategica per la gestione della frontiera tra Ventimiglia e Mentone. In questo luogo simbolico, noi, femministe di tutti i paesi europei, dimostreremo insieme, perché le politiche migratorie sono fatte su scala europea: è anche su questa scala che rispondiamo.

Eventi culturali accompagneranno la nostra manifestazione, organizzata e rappresentata da femministe, donne, lesbiche, trans. Tutte le persone sono le benvenute per partecipare, per contribuire, per aiutare con la logistica e per sostenerci in questo processo di emancipazione.

Al termine dell'incontro europeo femminista «Donne, Migrazione, Rifugi», dal 27 al 29 settembre 2019 a Ginevra, su iniziativa della Marcia Mondiale delle Donne/Svizzera, ben 263 attiviste si sono riunite per dare corpo a una rete di resistenza femminista europea.

Poi la rete è cresciuta e ha rafforzato la nostra determinazione. Vi invitiamo ad unirvi a noi e ad arricchire la nostra bella azione. Con la vostra presenza, la vostra parola, la vostra creatività, le nostre diverse posizioni, fonti di influenza e sensibilità femministe non dovrebbero essere un ostacolo alle nostre convergenze intorno a questa azione collettiva che si svolgerà nella massima trasparenza.

Vorresti far parte dell'organizzazione ?

Potreste fornire un supporto ufficiale ? Sostegno finanziario ?

Potreste creare dei collettivi locali per co-organizzare questa azione e preparare la vostra venuta, proporre attività di ogni tipo : creare, pensare, cantare, ballare il mondo come lo sogniamo ?

Attendiamo con ansia le vostre risposte, da inviare a toutesauxfrontieresfr@gmail.com .

Il mare dei nostri sogni è immenso. Non conosce confini !

L'Assemblea PACA-LIGURIA «Tutt* alle frontiere».

Depuis 2015, la politique européenne de fermeture des frontières a été renforcée et la migration d'autant plus criminalisée. L'espace Schengen ne cesse de renforcer un arsenal répressif à l'égard des personnes contraintes à l'exil. La fermeture des frontières ne fait que développer les économies mafieuses dans lesquelles s'articulent toutes formes de violences faites aux exilé.es. Ces politiques de criminalisation de la mobilité pèsent particulièrement sur les femmes, qui représentent 54% des migrant.e.s en Europe, ainsi que sur les lesbiennes et les personnes trans. Durant sa trajectoire migratoire, toute personne non conforme à l'ordre patriarcal est cible des violences sexistes. Il est grand temps de déployer nos forces pour rendre visible ce qui ne l'est pas.

Nous, féministes habitantes de l'Europe, de toutes les conditions sociales et de tous les âges, quelles que soient nos provenances, nos choix, nos mondes... nous élevons nos voix pour dire «Non! Vous ne nous représentez pas... Ces politiques ne peuvent être menées en notre nom! Nous ne voulons plus de vos murailles qui nous entourent! Non! Pas en notre nom!» Parce que, comme disait Virginia Wolf, femme de lettre féministe «En tant que femme je n'ai pas de pays. En tant que femme je ne désire aucun pays. Mon pays à moi, femme, c'est le monde entier». Parce que les frontières politiques sont une construction virile et militariste, issues des guerres, des violences, des morts.

Pour rompre avec cette histoire militariste et patriarcale, nous organisons, le 5 juin 2021, une grande action féministe transnationale à Nice, ville stratégique pour la gestion de la frontière Vintimille-Menton. Dans ce lieu symbolique, nous, féministes de tous les pays européens, manifesterons ensemble car les politiques migratoires se font à l'échelle européenne: c'est aussi à cette échelle que nous ripostons.

Des événements culturels accompagneront notre manifestation, organisée et représentée par des féministes, femmes, lesbiennes, personnes trans. Toute personne est bienvenue pour participer, pour contribuer, pour aider à la logistique et nous soutenir dans cette démarche émancipatrice.

À l'issue de la rencontre féministe européenne «Femmes, migrations, refuges», du 27 au 29 septembre 2019 à Genève, à l'initiative de la Marche Mondiale des Femmes / Suisse, pas moins de 263 militantes s'étaient retrouvées pour donner corps à un réseau européen féministe de résistances. Ensuite, le réseau s'est élargi et a renforcé notre détermination. Nous vous invitons à nous rejoindre et à enrichir notre belle action. Avec votre présence, votre parole, votre créativité...

Nos différentes positions, sources d'influences, sensibilités féministes ne sauraient être un frein à nos convergences autour de cette action collective qui se fera dans la plus grande transparence.

La mer de nos rêves est immense. Elle ignore les frontières!

L'Assemblée PACA-LIGURIE «Toutes aux Frontières»

Contact : toutesauxfrontieresfr@gmail.com